

PREFECTURE DU VAR

Service Interministeriel
de Défense et de Protection Civile

DOSSIER COMMUNAL SYNTHETIQUE DES RISQUES MAJEURS

- INFORMATION DES POPULATIONS

COMMUNE DE : BAUDUEN

Arrondissement de : BRIGNOLES.

Canton de : AUPS.

N° INSEE : 83 015.

Population permanente: 240 Hab.

Population saisonnière : 4.760 Hab.

Population totale : 5.000 Hab.

Secteur d'Activité

Economique Dominant : Tourisme.



Ministère de l'Équipement
SUAE/EG2
244, Avenue de l'Infanterie de Marine
83041 TOULON Cedex 09

Ministère de
l'Environnement

SOMMAIRE

- **Risque majeur et information préventive** **page 3.**

- **Localisation des zones d'information préventive** **page 6.**

- **Le risque feux de forêts** **page 8**
 - * **Que sont les feux de forêts?**
 - * **Comment surviennent-ils?**
 - * **Quels sont les risques dans la commune?**
 - * **Quelles sont les mesures prises dans la commune?**
 - * **Que doit faire l'individu?**
 - * **Où s'informer?**
 - * **Les cartes d'aléa risque feux de forêts** **pages 11,12.**

- **Le risque mouvements de terrains** **page 13**
 - * **Qu' est-ce qu'un mouvement de terrain?**
 - * **Comment se manifeste-t-il?**
 - * **Quels sont les risques dans la commune?**
 - * **Quelles sont les mesures prises dans la commune?**
 - * **Que doit faire la population?**
 - * **Où s'informer?**
 - * **cartes d'aléa risque mouvements de terrain** **pages 15,16.**

- **Le risque sismique** **page 17.**
 - * **Qu'est-ce que le risque sismique ?**
 - * **Comment se manifeste-t-il ?**
 - * **Quels sont les risques dans la commune ?**
 - * **Quelles sont les mesures prises par la commune ?**
 - * **Que doit faire l'individu ?**
 - * **Où se renseigner**
 - * **Cartes de l'aléa séisme** **pages 20,21.**

- **Le risque rupture de barrage** **page 23.**
 - * **Qu'est - ce que le risque rupture de barrage ?**
 - * **Comment se manifeste - t- il ?**
 - * **Quelles sont les mesures prises dans la commune ?**
 - * **Quels sont les risques dans la commune ?**
 - * **Que doit faire l'individu**
 - * **Où se renseigner ?**

- Les cartes récapitulatives des aléas pages 26,27.
- Cartes des zones d' information préventive pages 28,29.
- Le lexique page 30.

Annexes

- 1 - Lettre circulaire du Préfet aux Maires du 7 février 1995.
- 2 - Décret n° 90 - 918 du 11 Octobre 1990 relatif au droit à l'information sur les risques majeurs.

PREFECTURE DU VAR

C A B I N E T

LE PREFET DU VAR

à

Monsieur le Maire
de
BAUDUEN.

OBJET : Information préventive des risques majeurs naturels.

REFER : Loi du 22 Juillet 1987 (article 21)
Décret du 11 Octobre 1990.

Le dossier départemental des risques majeurs que je vous ai transmis le 7 février 1995 présentait l'ensemble des risques recensés dans le département, notamment ceux de votre commune.

Cependant, l'importance et la localisation à l'échelle communale des différents risques majeurs vis-à-vis de l'habitat restent à prendre en compte, et constituent sous votre autorité le deuxième stade d'information auquel a droit la population..

Le dossier communal synthétique, comportant les documents visés à l'article 2 du décret du 11 Octobre 1990 que je vous adresse aujourd'hui doit vous permettre d'établir le document d'information qui recense les mesures de sauvegarde adaptées aux risques de votre commune notamment celles relevant de vos pouvoirs de police .

Conformément à l'article 3 du décret sus visé, vous tiendrez ces documents à la disposition du public après en avoir fait connaître l'existence par avis en Mairie pendant deux mois.

De plus les consignes de sécurité correspondantes seront portées à la connaissance du public par voie d'affichage suivant les modalités prévues aux articles 4. 5 et 6 du même décret.

LE PREFET du Var .

RISQUES MAJEURS
ET
INFORMATIONS PREVENTIVES

I. QU'EST-CE QUE LE RISQUE MAJEUR ?

Le risque majeur, vous connaissez : vous appelez cela notamment une catastrophe. Il a deux caractéristiques essentielles :

- sa gravité, si lourde à supporter par les populations, voire les Etats ;
- sa fréquence, si faible qu'on pourrait être tenté de l'oublier et de ne pas se préparer à sa survenue.

Et pourtant... Pour le risque naturel notamment, on sait que l'avenir est écrit dans le passé : là où une rivière a débordé, la terre a tremblé, la neige a glissé, les laves ont coulé, on sait que d'autres inondations, séismes, avalanches ou éruptions volcaniques pourront survenir.

Que de souffrances, que de dégâts derrière chacune de ces manifestations du risque majeur.

D'autant plus grave si l'homme ne s'y est pas préparé .

En effet ; il faut beaucoup de moyens financiers pour se protéger. Parfois on l'oublie : on fera des économies budgétaires au profit d'investissements plus rentables ; on ira même jusqu'à s'installer dans les anciens lits de rivières, des couloirs d'avalanches, trop près d'une usine. Alors, faute de moyens nécessaires pour se protéger, surveiller, annoncer le risque, les populations sont encore plus touchées par les catastrophes.

Mais il y a deux volets que l'on peut développer à moindre coût :

l'information et la formation

En France, **la formation à l'école** est développée par les Ministères de l'Education Nationale et de l'Environnement : il faut en effet que la connaissance du risque majeur et la protection de l'environnement entrent dans la **culture du citoyen**.

Quand **l'information préventive** sera faite dans une commune, la formation des enseignants sera une opération d'accompagnement incontournable.

C'est pourquoi le Ministère de l'Environnement développe sur cinq ans ce vaste programme d'information préventive dans les 5 000 communes à risques, en s'appuyant sur les préfetures et les collectivités territoriales.

Mieux informés et formés, tous (élèves, citoyens, responsables) intégreront mieux le risque majeur dans leurs sujets de préoccupation, pour mieux s'en protéger : c'est ainsi que tous acquièreront une confiance lucide, génératrice de **bons comportements individuels et collectifs**.

II. - QU'EST-CE QUE L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES RISQUES MAJEURS ?

L'information préventive consiste à renseigner le citoyen sur les risques majeurs susceptibles de se développer sur ses lieux de vie, de travail, de vacances.

Elle a été instaurée en France par l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987 : "le citoyen a le droit à l'information sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire et sur les mesures de sauvegarde pour s'en protéger".

Le décret du 11 octobre 1990 a précisé le contenu et la forme des informations :

- le Préfet établit le Dossier Départemental des Risques Majeurs (avec cartes) et le Dossier Communal Synthétique (DCS) ; le Maire réalise le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) ; ces deux pièces sont consultables en mairie par le citoyen ;

- l'affichage dans les locaux regroupant plus de 50 personnes est effectué par le propriétaire, selon un plan d'affichage établi par le Maire, et définissant les immeubles concernés.

Par circulaire du 25 février 1993, le Ministère de l'Environnement a demandé aux préfets d'établir la liste des communes à risques, en leur demandant de définir un ordre d'urgence, pour que tous les citoyens concernés soient informés en cinq ans ; pour ce faire, la circulaire demande aux maires de développer dans leur commune une campagne d'information sur les Risques Majeurs.

L'information préventive est faite dans les communes où il y a des enjeux humains : risque de victimes. L'information portera donc d'abord sur les communes où les enjeux humains sont les plus importants, où les protections sont les plus fragiles (exemple : campings).

Pour réaliser cette information préventive, une **Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive** (CARIP) a été constituée dans chaque département ; elle est placée sous l'autorité du Préfet et regroupe les principaux acteurs départementaux du risque majeur et de la sécurité civile.

C'est cette cellule qui a établi sur les directives de la Préfecture :

- le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) : ce n'est pas un document opposable aux tiers ; c'est un document de sensibilisation destiné aux responsables et acteurs du risque majeur.

- le document Communal Synthétique (DCS) : permettant aux maires de développer l'information préventive dans leur commune ; il a été établi conjointement entre l'Etat et la Commune, à partir du DDRM.

PREFECTURE DU VAR

Information Préventive sur les Risques Majeurs Dossier communal synthétique

LOCALISATION DES ZONES D'INFORMATIONS PREVENTIVES .

Document cartographique élaboré par les Services de l'Etat en fonction des connaissances scientifiques et des documents juridiques de références (POS,) à la date 19/12/1997.

Ce document d'information a été établi pour définir les zones dans lesquelles le Maire doit procéder à l'information des populations sur les risques majeurs.

LEGENDE

— limite de la commune

- Zone habitée

— limite des zones urbanisées (habitat, équipement, économie)

- Zone d'aléas connus ou supposés

Connue



- Zone d'information préventive



Supposée



Feux de forêts

inondation

mouvement de terrain

séisme

barrage

Industriel

nucléaire

TMD

zones concernées
Incitation à l'information préventive

1 km

Echelle : 1/25 000 ème | _____ |

LEXIQUE

INFORMATION PREVENTIVE :

C'est l'ensemble des mesures prises par l'Etat ou à la demande de l'Etat, pour informer les populations des risques encourus, et des mesures de sauvegarde.

ALEA :

Probabilité d'un événement qui peut affecter le système étudié (naturel ou technologique).

D.D.R.M

Dossier Départemental des Risques Majeurs. Ce dossier est un document de sensibilisation regroupant les principales informations sur les risques majeurs naturels et technologiques du département. Il a pour objectif de mobiliser les élus et partenaires sur les enjeux des risques dans leur département et leur commune. Il est consultable en mairie.

A.D.R.M. :

Atlas Départemental des Risques Majeurs Intégré au D.D.R.M., il permet de repérer les communes concernées, risque par risque, puis de localiser au sein des communes, les périmètres où la confrontation des aléas avec les zones habitées nécessite d'organiser l'information des populations.

D.C.S. :

Dossier Communal Synthétique. C'est le document réglementaire qui présente les risques naturels et technologiques encourus par les habitants de la commune. Il a pour objectif d'informer et de sensibiliser les citoyens. Il est consultable en mairie.

D.I.C.R.I.M. :

Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs. Ce document est réalisé à partir du D.C.S, enrichi des mesures de prévention ou de protection qui auraient été prises par la commune. Il est consultable en mairie, mais doit également être adressé aux principaux acteurs du risque majeur de la commune.

AFFICHAGE DU RISQUE :

Consiste à mettre à disposition du citoyen des informations sur les risques qu'il encourt ; le Préfet recense risques et mesures de sauvegarde dans un dossier synthétique qu'il transmet au Maire : celui-ci établit un document d'information consultable en mairie, et en fait la publicité. L'affichage du risque est également réalisé par des affichettes situées dans les halls d'immeubles et les terrains regroupant 50 personnes (travail, logement, loisirs...).

C.A.R.I.P. :

Cellule d'Analyses des Risques et d'Information Préventive (ancienne C.I.P.) ; commission chargée de mettre en oeuvre dans le département, le dispositif d'information préventive des populations sur les risques majeurs. Cette commission a été installée en Seine et Marne, le 12 octobre 1993. Sa composition figure sur la liste jointe en annexe.

P.O.S. (document d'urbanisme)

Plan d'Occupation des Sols, c'est un document d'urbanisme fixant les règles d'occupation des sols sur la commune. Les P.O.S. sont élaborés à l'initiative et sous la responsabilité des maires.

P.I.G. (document d'urbanisme)

Projet d'Intérêt Général. Il peut être utilisé pour prévenir les risques majeurs, qu'ils soient d'ordre technologique ou naturel. Un P.I.G. mentionne notamment :

- la définition précise de son périmètre,
- l'indication des travaux ou (et) les mesures visant à prévenir le risque (inconstructibilité, prescriptions spéciales...).

Il permet au Préfet de mettre en demeure les collectivités locales d'intégrer des contraintes urbanistiques dans les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols.

P.P.R. Plan de Prévention des Risques

Elaboré et mis en oeuvre par le Préfet en concertation avec le Maire, il permet de délimiter dans des zones exposées à un risque naturel prévisible :

- des zones inconstructibles (zone rouge),
- des zones soumises à prescriptions (zone bleue).

Il remplace des P.E.R., P.S.S. et R 111.3.

Installation classée :

Ce sont les usines, dépôts... qui présentent au regard de la loi, des risques ou des inconvénients pour l'environnement ou le voisinage.

Directive "SEVESO" :

Directive du Conseil des Ministres de la Communauté Européenne visant à réglementer les installations dangereuses à la suite de l'accident de SEVESO, localité italienne où un accident chimique grave est survenu en 1976. Elle se traduit en France par la réglementation des installations classées et la loi du 22 juillet 1987.

P.O.I. :

Plan d'Opération Interne : plan élaboré et mis en oeuvre par l'industriel. Ce document fixe les règles de sécurité internes à une installation classée.

P.P.I. :

Plan Particulier d'Intervention : c'est un plan d'urgence définissant l'organisation de l'intervention et des secours, en cas d'accident grave dans une installation classée, dont les conséquences sont susceptibles de déborder l'enceinte de l'usine.

DIREN :

Direction Régionale de l'Environnement : Service chargé de toutes les questions relatives à l'environnement : Eau, Risques Majeurs etc...

ANNEXES

